

La récente interview de Guy Lordinot dans nos colonnes a suscité la réponse suivante du Président LISE

Claude Lise : « Je parle d'une sorte de monstre institutionnel »

Le président de l'Assemblée de la Collectivité Territoriale de Martinique n'a pas apprécié les récents propos, dans nos colonnes, de Guy Lordinot à son endroit. Il a donc souhaité disposer d'un droit de réponse, que nous lui avons donné.

Outre ses réactions aux mots de l'ancien maire de Sainte-Marie, Claude Lise « répond » ici à ceux qui le décrivent comme un président dont la fonction ne serait que de distribuer la parole en séance plénière, et comme un politique « soumis »...

ANTILLA : Comment avez-vous réagi à la lecture des propos de Guy Lordinot ?

Claude LISE : Je considère qu'il s'est livré à une opération de **dénigrement** des élus martiniquais d'une manière générale, qui est choquante. Mon premier mouvement était de laisser cela à l'appréciation des lecteurs ; chacun peut se demander au nom de quoi Mr Lordinot peut distribuer des qualificatifs dévalorisants aux uns et aux autres. Et des élus de tous bords en ont pris plein la figure. Si je réagis à ses propos, c'est qu'il prétend livrer des souvenirs sur une période, 1988-1993, où la Martinique avait 4 députés de gauche : Aimé Césaire et moi-même, députés PPM apparentés au groupe socialiste à l'Assemblée nationale, Maurice Louis-Joseph-Dogué, qui était membre du 'Parti Socialiste', et Guy Lordinot, qui avait une formation locale, 'Le Renouveau', qui était considéré comme 'divers gauche' et également apparenté au groupe socialiste. Césaire, Dogué et moi-même, pensions que nous allions travailler tous les 4 de concert. Guy Lordinot prétend que nous étions opposés les uns aux autres, que moi j'étais opposé à tout le monde, et en particulier à lui. C'est vraiment une **reconstruction** totale et malveillante des faits. Qui peut croire que j'étais en opposition à Aimé Césaire ? Alors qu'on nous voyait par-

étions en symbiose totale ; d'ailleurs il ne venait pas régulièrement dans son bureau de l'Assemblée nationale et c'était moi qui, avec mon assistant parlementaire, s'occupait de ses affaires courantes. Et je sortais beaucoup avec lui (Aimé Césaire, ndr), nous allions même au théâtre ensemble quand nous le pouvions. Avec Maurice Louis-Joseph-Dogué, qui était déjà un vieil ami, le travail était hebdomadaire ; par exemple nous signions des amendements en commun, avec Aimé Césaire bien sûr. Donc lorsqu'il prétend qu'il y avait des problèmes, ils ne venaient que de lui, qui, dès le départ, a fait **cavalier seul**. Et même dans les choses les plus ordinaires : au restaurant il 'passait sur nous' pour s'installer à une table différente.

Vous avez un exemple politique de « cavalier seul » ?

J'en ai plusieurs. Par exemple ce rendez-vous que lui et moi avons décidé de prendre avec le ministre de l'Éducation nationale de l'époque : Lionel Jospin. Lordinot et moi, nous considérons qu'étant les 2 plus jeunes (des 4 députés martiniquais précités, ndr) nous pouvions aller porter une revendication à l'époque très forte dans le monde de l'éducation ici : demander que la Martinique entière devienne une Zone d'Éducation Prioritaire. Nous prenons donc un rendez-vous

directeur de cabinet de Lionel Jospin me dit avec étonnement que Guy Lordinot était venu la veille... Ce qui m'a mis dans une situation **délicate** puisque je venais pour le même sujet. Ce monsieur qui s'est comporté comme ça, se plaint du fait que nous n'ayons pas travaillé en commun... Et si il avait travaillé en commun avec nous, ça lui aurait peut-être évité, en faisant cavalier seul, d'aller réclamer la poursuite de l'utilisation des pesticides dans les bananeraies martiniquaises. Il l'oublie dans ses souvenirs. Puisqu'il s'en prend à tout le monde, je suis obligé de le dire. Ça a été dit à une époque, et ça a été un peu oublié.

Guy Lordinot dit que le PPM, « représenté par Claude Lise », était « tout à fait opposé » à la mise en place d'une assemblée unique en Martinique. Votre réaction ?

Ou il a de sérieux troubles de mémoire, ou c'est une volonté de falsifier l'Histoire. Le problème institutionnel sur l'assemblée unique a été réglé en **1982-83** ; je vous renvoie aux discours d'Aimé Césaire à l'Assemblée nationale et au(x) discours d'Henri Emmanuelli, à l'époque ministre de l'outremer. Il y a eu tout un débat sur ce que souhaitait la gauche à l'époque, à savoir une collectivité unique gérée par une assemblée unique, et le Conseil constitutionnel a dit qu'il n'était pas possible à un dé-



dans la République française avec une assemblée qui ne serait pas élue tel qu'était élu le Conseil général, c'est à dire un scrutin uninominal dans des cantons. Et comme depuis très longtemps toute la gauche voulait d'une assemblée élue à la proportionnelle, ce qui a été trouvé comme 'solution' a été - puisque nous allions vers la création de régions en France en **1986** - de nous donner, dès 1983, des régions élues à la proportionnelle. Ça répondait à l'idée de disposer d'une assemblée élue à la proportionnelle, mais malheureusement ça créait une deuxième collectivité (le Conseil régional de la Martinique, ndr). Mais lorsque nous, les 4 députés de gauche, arrivons à l'Assemblée nationale, nous sommes en **1988**. Et ce débat-là est clos. D'ailleurs je n'ai jamais vu re-soulever, à ce moment-là, un problème d'assemblée unique, et encore moins assisté à une discussion entre nous là-dessus, dans les conditions dans lesquelles Guy Lordinot le raconte.

Autre propos : « Camille Darsières et Claude Lise luttaient l'un contre l'autre car tous deux

saire. »

Tout le monde sait qu'il y a eu des tensions entre Camille Darsières et moi. Mais entre 1988 et 1993, il ne pouvait être question de succession d'Aimé Césaire ! De plus, il laisse entendre que cela a eu des conséquences parce que nous étions, Darsières et moi, chacun président de collectivité, et qu'il y a eu des oppositions dans ce cadre là. Or je n'ai pas été président du Conseil général en même temps que Camille Darsières était président du Conseil régional. J'ai été élu président en 1992, et Camille Darsières a quitté la présidence fin 91. Nous n'avons jamais été dans un positionnement conflictuel en tant que présidents de collectivités. Là aussi c'est prendre beaucoup de **libertés** avec la vérité.

Un autre propos de Guy Lordinot n'a pu vous échapper, et ça nous permettra de faire la transition vers la CTM : « des prérogatives vont avec la fonction de président de l'Assemblée. Donc vous prenez ces prérogatives ; vous ne vous couchez pas. » Une fin de

savez, depuis plusieurs mois certains de vos adversaires du PPM vous décrivent, dans vos fonctions de président de l'assemblée, comme...

Comme quelqu'un de soumis...

Oui. Et un observateur avisé de notre vie politique, le politologue Justin Daniel, parle, lui aussi depuis des mois, « d'interférences des conseillers exécutifs dans le processus délibératif » de l'assemblée, d'une assemblée « réduite à un rôle secondaire qui consiste à entériner les décisions prises par le Conseil exécutif », etc. Quelle est votre réaction ?

Je comprends parfaitement que cette collectivité, qui a une gouvernance **inhabituelle** pour une collectivité de **gestion**, déroute un peu les observateurs, même avertis. Mais je trouve, surtout s'agissant de certains universitaires, que la réflexion reste trop en **superficie**. J'ai donné publiquement mon point de vue il y a quelques jours, lors du meeting d'anniversaire du 'Gran Sanblé pou Re

ment que je faisais découvrir quelque chose d'extraordinairement original, alors que pour moi c'était évident.

C'est à dire ?

En 2008-2009 le 'Congrès' des élus a proposé une évolution institutionnelle du régime législatif de l'article 73 de la Constitution, régime de l'"identité législative", vers le régime de l'article 74, régime de la 'spécialité législative'. La majorité des élus du Congrès voulait que nous entrions dans un certain degré d'autonomie, qui pouvait aller plus ou moins loin selon les compétences qu'on réclamerait. Et dans le cadre de ces compétences, il y avait un véritable pouvoir local. Dans ce système de l'article 74, il était logique de prévoir une **séparation des pouvoirs**, comme il y en a entre tout gouvernement et son parlement. Mais le peuple martiniquais a dit non à l'évolution dans le 74, et le président Sarkozy – en accord total avec celui qu'il considérait comme son interlocuteur privilégié, le président du PPM (Serge Letchimy, ndr) – a dit 'au moins profitez de l'occasion pour avoir une collectivité plus efficace que les deux séparées'. Donc de réunir, dans l'article 73, les deux collectivités (Département et Région, ndr). Mais quand Mr Sarkozy a présenté le texte de loi instituant cette collectivité unique voulue par les martiniquais, il a fait en sorte qu'il y ait pour la Martinique, contrairement à la Guyane, un système de gouvernance de l'article 74 dans une collectivité de l'article 73... C'est pour ça que je parle, depuis longtemps, d'une sorte de '**monstre institutionnel**' : une collectivité qui a le 'corps' dans le 73, mais la 'tête' dans le 74.

Et comment ce que vous décrivez se décline concrètement à la CTM ?

Nous avons un mode de gouvernance qui n'est pas fait pour une collectivité qui gère. Au début, le président de l'exécutif (Alfred Marie-Jeanne, ndr) ne s'est pas douté que ça poserait des problèmes. Mais lorsqu'il a été confronté à tout le passif à résor-

ber, à toute l'impréparation que nous avons constaté quant à cette fusion, à la nécessité de faire face à quantité de dettes accumulées par l'équipe précédente, à la nécessité d'apurer ce passif, de réorganiser les services, de préparer un budget etc., hé bien le président de l'exécutif a évidemment voulu foncer. Et il s'est rendu compte que si – pour la gestion quotidienne – il fallait à tout moment être dans un débat avec le président et les membres de l'assemblée, ça poserait des problèmes. Nous sommes donc en train d'essayer de trouver un mode de fonctionnement. Et il n'y a pas d'opposition entre nous ; nous sommes d'accord sur un programme que nous avons conçu en commun. A partir de ce que je faisais quand je dirigeais le Conseil général, j'ai d'ailleurs introduit beaucoup d'éléments dans le programme du 'Gran Sanblé'. Je ne suis pas là pour **gêner** l'application de ce programme, je ne suis pas dans une sorte de **compétition** avec le président de l'exécutif, mais c'est vrai que se pose un problème de **coordination** entre l'exécutif et l'assemblée. Et que les textes sont muets là-dessus.

D'aucuns disent que vous avez besoin de plus de personnel : c'est exact ?

J'ai un cabinet et un personnel très réduits, et les textes sont également muets là-dessus, mais le problème pour moi n'est pas d'avoir du personnel pour avoir du personnel, puisque je ne veux pas me poser comme contre-pouvoir. On n'est pas dans un système de contre-pouvoirs pour de la gestion, puisque nous sommes d'accord sur la programmation. En revanche, croire que je ne fais rien d'autre que distribuer la parole est une **erreur**. Un travail **considérable** se fait au sein de l'assemblée, et mon travail est notamment d'animer ce travail. Il y a **17 commissions** (sectorielles, ndr) ; je les réunis périodiquement, pour voir à quel point en sont les travaux ; je fais en sorte de coordonner des actions entre commissions ; je fais parfois venir des experts pour présenter des exposés devant une ou plusieurs commissions

; je me rends très souvent en commission des finances, etc. Il y a tout un travail qui 'alimente' l'exécutif.

Et où en êtes-vous aujourd'hui ?

Nous prenons notre 'rythme de croisière' si je peux dire. Et comme je l'ai affirmé lors du meeting d'anniversaire de l'alliance, mon rôle n'est pas celui d'une recherche de pouvoirs pour être en **confrontation** avec mon partenaire de l'exécutif (A. Marie-Jeanne, ndr) mais il m'importe d'assumer les responsabilités, qui sont lourdes, d'animer les travaux de l'assemblée. Et on l'oublie, de signer toutes les délibérations. Je dois les contrôler ces délibérations ; je ne peux pas apposer ma signature sans contrôler la conformité des délibérations à ce qui a été voté par l'assemblée. Et c'est un travail considérable. J'ai des 'monticules' de parapheurs à signer ! Vous voyez bien ce qu'il y a comme délibérations à chaque séance plénière. Depuis le début de l'année j'ai déjà opéré plus de **600** signatures de délibérations.

A vous écouter, ne faudrait-il pas se repencher sur cette loi du 27 juillet 2011 ?

Oui. Le moment venu, et je l'ai dit, il faudra corriger ce texte, que je n'ai pas voté car j'avais bien noté une série de choses imprécises ou néfastes, et que je savais que nous aurions des problèmes. Mais quand on est dans l'action, les problèmes on les voit d'une autre manière que lorsqu'on les observe sur le papier (sourire).

Là on les vit les « problèmes ».

(sourire) Ce fonctionnement, sur lequel nous faisons ce que nous pouvons, devra être bien étudié, et aboutir à des textes mieux conçus et plus précis. On ne peut pas laisser ce fonctionnement à la bonne volonté et l'interprétation des uns et des autres. Oui, je pense qu'il faudra, tôt ou tard, que l'on revoie cette loi de juillet 2011 instituant la CTM. Et mon point de



vue est qu'il y aura un choix à faire.

C'est à dire ?

Tant que nous voulons rester dans l'article 73, donc dans le droit commun, sans pouvoir(s) particulier(s) même avec quelques habilitations, je pense qu'il est plus efficace d'avoir un système classique, un peu comme en Guyane, avec un président, et une 'commission permanente', où la majorité, l'opposition mais aussi l'administration se retrouvent. Un lieu où l'on peut collaborer au mieux pour aider l'exécutif. Je pense que c'est ce système qui est le plus efficace et qu'il faut réserver la séparation des pouvoirs au jour où le peuple sera d'accord pour avoir de vrais pouvoirs locaux, et avoir une assemblée qui ne va pas simplement délibérer sur des problèmes de gestion mais aura à voter des 'lois de pays', des lois locales.

Propos recueillis par Mike Irasque

100% Caraïbes

100%
Musiques

100%
Souvenirs

"Au coeur de la musique"